Syndicat des **I**ngénieurs, **C**adres, **T**echniciens, **A**gents de **M**aîtrise & **E**mployés 7 octobre 2016

Le SICTAME vous informe

www.sictame-unsa-total.org

Le pari de Total …

… et en pages centrales de ce document, retrouvez :

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

La dégringolade des cours du baril intervenue depuis le second semestre de 2014 **a pris Total à contre-pied** et a provoqué un **redoutable effet de ciseaux** entre la **baisse des ressources** en découlant et un **niveau trop élevé d'investissements** que Total a encore bien du mal à maîtriser, compte tenu de l'inertie en ce domaine.

De 2000 à 2004, **les investissements bruts** étaient **de 8,8 G€/an** en moyenne ; cette moyenne est passée à **12,4 G€ /an** entre 2005 et 2009, avant de doubler à **25 G€/an entre 2011 et 2015**.

Confronté à la baisse du cash disponible, **Total a engagé un programme de réduction des ses coûts**, qui a surtout **mis à contribution son personnel**, ainsi que ses fournisseurs et prestataires de services.

Et le projet One Total augure de nouvelles réductions de coût sur le dos du personnel et de l'emploi.

Le seul poste de coût épargné, qui a pourtant été celui qui a le plus augmenté depuis 2000 (près de 10 % l'an en moyenne sur la période 2000-2015) **est celui du dividende** et donc celui du coût du capital.

En refusant de baisser son dividende, Total fait le pari d'une remontée des prix du baril d'ici 2017.

Or, tous les experts se trompent régulièrement sur l'évolution du cours du baril ou du dollar et nul ne sait si un tel pari sera gagnant ou perdant. Quoiqu'il en soit, **servir un dividende trop élevé au regard de la réalité économique et financière peut mettre en péril l'entreprise**.

Si le cours du baril n'atteint pas les 60 $ en 2017, Total continuera de payer une partie de ce dividende en actions, ce qui revient à emprunter à plus de 6 % auprès des actionnaires pour continuer à leur servir ce dividende unitaire inchangé.

En effet, de juin 2015 à juin 2016, Total a ainsi versé 3,3 G€ en dividende cash et a fait l'économie d'une sortie de cash de 4 G€ ; moyennant l'émission de 106 millions d'actions nouvelles, soit une augmentation de 4,4 % du capital et une charge supplémentaire annuelle de 258 M€ pour un dividende inchangé à 2,44 € par action. Cette charge supplémentaire de 258 M€/an pour le service du dividende représente 6,4 % de l'économie de cash de 4 G€ réalisée par l'émission des 106 millions d'actions. **Pour maintenir un dividende à 2,44 €/action, c'est comme si Total avait emprunté 4 G€ à ses actionnaires, à un taux de 6,4 % !**

Le « *Pas touche au dividende* » n'est tolérable que s'il s'accompagne du « *Pas touche au contrat social* » !

Ci-après l'évolution du prix du baril sur les 10 dernières années (source : boursorama.com)

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Vous trouverez, ci-après, **actualisé pour l'année 2015**, le **tableau de bord** qui vous permet, en quelques éléments clés, de suivre l'évolution du groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine (voir notre site Internet pour les années avant 2011).

	TotalFinaElf	**TOTAL**				
	2000	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
Eléments Financiers						
Chiffre d'affaires annuel (**G€**)	115	185	200	190	178	**149**
- dont part pétrole (**en %**)	82	89	11 Amont[1]	11 Amont	10 Amont	**10 Amont**
- dont part chimie (**en %**)	18	11	43 MS 46 RC	44 MS - 45 RC	45 MS - 45 RC	**47 MS - 43 RC**
- dont part Europe (**en %**)	54	67	75	75	70	**70**
Résultat opérationnel ajusté (G€)	15	24	25	21	16	**11**
Résultat net ajusté (G€)	8	11	12	11	10	**9**
Investissements bruts (G€)	8	25	23	26	23	**25**
Investissements nets (G€)	5	16	17	21	18	**18**
Versé à l'actionnaire (hors minoritaire)	3,6	6,7[2]	5,5	5,6	5,8	**5,8**
- dont dividendes (G€)	1,6	6,7	5,5	5,6	5,8	**5,8**
- dont rachat d'actions (G€)	2	0	0	0	0	**0**
Frais de personnel (G€)	6,5	6,6	7,1	7,1	7,3	**7,3**
Nombre d'actions (millions)	740	2 364	2 366	2 378	2 385	**2 440**
Capitalisation (G€)	117	93	92	106	101	**101**
Eléments Opérationnels						
Amont						
Réserves d'hydrocarbures (Mtep)	1 470	1 523	1 516	1 537	1 536	**1 544**
- dont part gaz (en %)	35	49	50	52	54	**52**
- dont part bitume (en %)[3]		9	9	9	10	**9**
Production hydrocarbures (Mtep/an)	106	117	115	115	107	**117**
- dont production de brut (Mt/an)	73	61	61	58	52	**62**
Principale zone de production	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord / Golfe de Guinée	Mer du Nord / Golfe de Guinée	Mer du Nord / Golfe de Guinée	**Golfe de Guinée/ Mer du Nord**
Aval						
Capacité de raffinage (Mt/an)	128	105	102	102	109	**112**
- dont part Europe (en %)	88	85	85	85	79	**76**
Quantité raffinée (Mt/an)	121	93	89	86	87	**97**
Nombre de stations-service[4]	17 700	14 800	14 700	14 800	14 800	**15 300**
Vente de produits raffinés (Mt/an)[5]	185	182	178	176	188	**200**
- dont part Europe (en %)	79	63	68	65	62	**55**
Autres éléments						
Nombre de pays d'implantation	120	> 130	> 130	> 130	125/104	**123/102**[6]
Effectifs	123 300	96 100	97 100	98 800	100 300	**96000**

[1] Suite à la réorganisation de 2012, les résultats sont présentés en branches Amont, MS (Marketing & Services) et RC (Raffinage Chimie)
[2] Nous indiquons les sommes versées dans l'année ; l'augmentation est ici due à la mise en place des acomptes trimestriels.
[3] Depuis 2009, les réserves de bitume sont comptabilisées à part. Ces réserves sont localisées dans la zone « Amériques ».
[4] Hors réseau AS24 (ce sont les stations-service Total dédiés aux poids lourds : leur nombre est passé de 700 en 2012 à 763 en 2015).
[5] Total des ventes MS, y compris négoce international et ventes massives Raffinage (retraitées pour ventes UK 2012 et 2013).
[6] Le nombre de pays correspond, pour le 1er au périmètre de gestion et pour le second au périmètre consolidé (cf. doc. de référence, section 7, § 4.3.2)

Soulignons quelques uns des éléments essentiels de l'évolution du Groupe :

En 2000, **Total** se hissait de la 10ème à la 4ème place de pétrolier mondial, après sa fusion avec PetroFina et sa prise de contrôle d'Elf Aquitaine et devenait ainsi **l'une des majors pétrolières**. Portée ensuite par une conjoncture très favorable, qui n'a cessé de s'améliorer jusqu'en 2008, Total voyait son résultat net exploser et atteindre un record de 14 G€ en 2008.

Depuis le 1er janvier 2014, **Total a changé la monnaie de présentation de ses comptes consolidés** de l'euro au dollar. **Pour notre tableau de suivi** de « *l'évolution du Groupe en quelques chiffres* », **nous préférons conserver l'euro** afin de faciliter le suivi, d'autant que le dividende versé l'est toujours en euros et que **l'Europe représente** toujours **70 % du chiffre d'affaires de Total** : 22 % du CA réalisé en France, 48 % en Europe hors France, 11 % en Afrique, 9 % en Amérique du Nord et 10 % dans le reste du Monde.

De plus, **l'utilisation du $ introduit un effet change non négligeable.** Le chiffre d'affaires (réalisé à 70 % en Europe) est passé de 178 G€ en 2014 à 149 G€ en 2015, soit -16 %. Exprimé en dollars, il est passé de 236 à 165 G$, soit -30 %, baisse plus forte que celle exprimée en €, du fait d'un taux de change €/$ passé de 1,33 à 1,11. La baisse du chiffre d'affaires, bien qu'importante, n'est certainement pas aussi dramatique que pourrait le laisser penser son expression en $!

Les résultats de Total sont fortement liés au prix du baril. Après un record absolu du baril de Brent à 147 $ en juillet 2008, la tourmente financière et économique, résultant de la crise initiée en 2007, a fait plonger le baril autour des 40 $ fin 2008, avec **un plus bas à moins de 35 $ en février 2009**. Les cours du baril se sont ensuite repris (62 $ moyen en 2009, puis 80 $ en 2010) pour se stabiliser autour de 110 $ entre 2011 et mi-2014. **Après 3 ans de stabilité à ce niveau élevé de 110 $, les prix du baril ont fortement chuté** jusqu'à un **plus bas de 26 $ en janvier 2016.** Un premier rebond des prix est intervenu au 1er semestre 2015 (de moins de 50 $ à plus de 60 $) et un **nouveau rebond autour de 50 $** est en cours.

En 2009, nous affirmions « ***la capacité de Total à dégager un résultat net annuel*** *qui, fonction de la conjoncture et du prix du baril, se situe autour* ***de 10 G€****, plus ou moins 2 G€* » ; assertion confirmée plutôt en partie haute de la fourchette jusqu'en 2014, et également en 2015 avec un résultat net de 9 G€.

Le début de cette année 2016 a été plus difficile, avec un cours moyen du baril de 34 $ au 1er trimestre, qui s'est amélioré au second semestre à 46 $. Ceci explique largement la faiblesse du **résultat net à mi-année 2016**, qui est de seulement **3,4 G€**, se décomposant en 1,5 G€ au 1er trimestre et 1,9 G€ au second. **L'atteinte d'un résultat annuel proche de 8 G€ pour 2016 n'est pas hors de portée** pour autant que l'actuel rebond des prix du baril se maintienne ou s'accentue.

C'est semble-t-il le pari que fait la direction de l'entreprise, puisque dans ce contexte heurté, **la Société reste confiante dans sa capacité à générer du cash et maintient son dividende, en dépit de résultats en baisse.** Certes, pour limiter les sorties de cash, elle offre à ses actionnaires la possibilité de percevoir le dividende en actions nouvelles et 60 % des dividendes sont ainsi perçus. Le résultat en est cependant un accroissement du nombre d'actions (+ 2,3 % à fin 2015) et donc de la masse des dividendes à servir, à montant unitaire inchangé à 2,44 €/an/action ; **ce qui pose la question du coût du capital** (la masse des dividendes versés en 2015 représentait 5,8 G€ contre 1,6 G€ en 2000 ; à comparer à des frais du personnel Groupe quasiment inchangés depuis 2000, autour de 7 G€).

Nous considérons que le maintien du dividende à son niveau actuel et l'accroissement du nombre d'actions constituent un **facteur de risque pour l'entreprise**, qui ne va pas forcément dans le sens de l'intérêt bien compris des actionnaires.
Le dividende doit être ajusté à la réalité économique et aux résultats de l'entreprise.

Dans le contexte actuel, **Total doit**, non seulement réduire ses coûts, y compris celui du capital, mais surtout **maîtriser ses investissements**. En effet, les investissements de Total se sont emballés à partir de 2011 et leur financement pose problème depuis la chute des cours du baril. Il est par ailleurs difficile de les réduire brutalement en raison de leur inertie : les projets engagés doivent, en général, être menés à leur terme. Depuis 2011, les **investissements bruts** annuels sont de l'ordre de **25 G€** (soit le quart de la capitalisation boursière), **niveau fort élevé que Total a du mal à faire baisser** : toujours 25 G€ d'investissements bruts en 2015 et déjà 14 G€ au 1er semestre 2016.

D'où la politique de **cession d'actifs** engagée par Total pour réduire la charge des **investissements nets,** ramenée à **18 G€** en 2014 et 2015 contre 21 G€ en 2013 et déjà 9 G€ au 1er semestre 2016.

L'emploi que fait Total du cash qu'il produit n'est pas neutre et affecte notamment sa capitalisation boursière.
Depuis plusieurs années, la capitalisation boursière peine à dépasser les 100 G€ et reste inférieure à ce qu'elle était à fin 2000 : 117 G€, ainsi qu'à son plus haut historique de 140 G€ atteint le 12 septembre 2000.
Or, **une faible capitalisation peut fragiliser le Groupe et favoriser les attaques de prédateurs**. Contrairement à ce qui est dit, ce n'est pas la baisse du dividende qui peut affecter durablement la capitalisation, bien au contraire. La meilleure façon d'assurer une bonne capitalisation n'est pas de servir un dividende déconnecté de la réalité économique et financière de l'entreprise, quoiqu'il arrive ; c'est d'**investir à bon escient et au moment opportun**.

La cession d'actifs et en particulier de filiales et/ou participations générant chiffre d'affaires et résultats récurrents expliquent aussi la baisse du chiffre d'affaires et du résultat net observés depuis 2012.

Alors, **faut-il continuer d'investir toujours plus, sans toucher pour autant au dividende et attendre que les nouveaux investissements soient productifs de cash ? Faut-il continuer de vendre les bijoux de famille ?**

Nous ne cessons de le dire : **des alternatives existent, comme maîtriser la croissance des investissements, ajuster le dividende aux résultats obtenus** *(ainsi font les Américains)* **ou recourir davantage à l'emprunt pour financer les développements** *(surtout en période de taux historiquement bas)*, l'exploration restant financée sur fonds propres.

Les résultats opérationnels de Total restent bons. Dans l'Amont, le démarrage de nouveaux champs a permis de renouer avec **la croissance des productions** en 2010, mais le niveau de production a ensuite stagné pour baisser brutalement de 7 % en 2014. Cette **baisse de production en 2014** s'explique par la fin, le 10 janvier 2014, de la **concession ADCO** de 75 ans, détenue à 9,5 % par Total et qui représentait pour Total une production de 140 000 b/j. Fort heureusement, un **nouvel accord de concession**, opérée par ADCO et d'une durée de 40 ans, a été signé, attribuant à Total une participation de 10 % à compter du 1er janvier 2015 et représentant pour Total une production de 160 000 b/j. C'est ce qui **explique la forte augmentation de production en 2015**, observée après la baisse de 2014.
La croissance des productions va se poursuivre en 2016, en lien avec les nouveaux démarrages de projets, comme l'atteste l'évolution observée au 1er semestre 2016 : rythme annuel de 122 Mtep contre 117 en 2015, soit + 4,5 %.

La croissance des productions est conditionnée au **renouvellement des réserves**. Pour accéder à la ressource minière, face à la concurrence accrue des NOC *(National Oil Companies)*, le savoir faire et la capacité à financer et traiter des projets complexes - dans le respect de la sécurité et de l'environnement - sont des atouts indispensables.

Depuis 2003, **l'évolution des réserves de Total** se caractérise par une baisse continue des réserves de liquides et une augmentation relative des réserves de gaz. Ce mouvement s'est cependant inversé en 2015, avec une forte augmentation des réserves d'huile (dû notamment à l'effet ADCO exposé ci-dessus). En 2010 et 2011, la part **bitume** a contribué à l'accroissement des réserves *(de 3 % des réserves totales en 2009, cette part est passée à 9 % en 2011 et 10 % en 2014 ; revenue à 9 % en 2015)*. Total cherche à réduire son exposition aux **bitumes** (plus coûteux et polluants à produire) et entend développer sa production de **gaz**, notamment par le développement de ses **activités GNL**. Réserves et productions ont une répartition géographique équilibrée. **En 2015,** Total a accru ses réserves à un niveau non atteint jusque là.

Total a restructuré son secteur Aval en regroupant Raffinage et Pétrochimie et en créant une branche Marketing & Services, qui inclut l'activité **Energies Nouvelles** centrée sur deux axes de développement : le Solaire avec notamment SunPower et la transformation de la biomasse. Les deux branches **Raffinage-Chimie** et **Marketing & Services** ont vu leurs résultats s'améliorer significativement depuis 2011. Le résultat opérationnel net ajusté de ces 2 branches représentait 16 % de celui de Total en 2011 ; il en représentait 26 % en 2014 et 58 % en 2015, dépassant ainsi celui de l'Amont ! Au 1er semestre 2016, le phénomène s'est amplifié, le taux passant à 63 %. **En 2015, et en ce début d'année 2016, ce sont le Raffinage-Chimie et le Marketing & Services qui sauvent les résultats du Groupe**, ce qui démontre bien l'intérêt de rester un groupe intégré et diversifié. La marge de raffinage européenne (ERMI) a fortement augmenté en 2015 : 48,5 $/t en moyenne, contre 18,7 en 2014 ; elle s'est stabilisée à 35 $/t pour les 2 premiers trimestres de l'année 2016.

Total continue d'accroître sa capacité de raffinage (112 Mt en 2015 contre 102 en 2013), avec notamment sa raffinerie de Jubail en Arabie Saoudite. L'Europe représente plus des trois-quarts de cette capacité (76 % en 2015, contre 85 % en 2013). Par rapport à 2014, les quantités raffinées ont crû de 9 % et le taux d'utilisation des raffineries est passé de 81 à 89 %.

Les ventes de produits raffinés ont continué de s'internationaliser, la part Europe ne représentant plus que 55 %.

Avec le projet **One Total**, une **nouvelle réorganisation** est en cours, avec notamment la **création d'une nouvelle branche Gas Renewables & Power**, regroupant les activités des actuelles directions Gaz et Energies Nouvelles (hors biotechnologies), et l'ambition de se développer dans la **chaîne de l'électricité**, les **énergies renouvelables** ainsi que dans le métier de l'**efficacité énergétique**. C'est ainsi que Total a récemment pris le contrôle de SAFT (producteur de batteries de haute technologie) et de Lampiris (commercialisation de gaz et d'électricité auprès des particuliers, en Belgique et en France). Toutefois, la croissance de cette branche nécessitera des investissements accrus en recherche et développement et donc l'inversion des tendances actuelles (en 2015, baisse de 21 % des budgets et de 7 % des effectifs alloués à la recherche).

La Chimie de Spécialités, se comporte globalement plutôt bien depuis 2010 et **participe à la résilience de Total**, face à un baril déprimé. Les multiples cessions qui affectent ce secteur (dont bientôt celle d'Atotech) menacent son devenir au sein du Groupe. Pourtant, c'est un secteur de diversification rentable comme le prouvent notamment les bons résultats du groupe **Hutchinson**.

Les élections UES Amont/Holding, c'est maintenant !

Vote par Internet du 3 au 17 octobre – Vote à l'urne le 18 octobre

N'oubliez pas de voter - Votez SICTAME-UNSA !